

---

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

C.C.P. N°2025R08 DU 1<sup>er</sup> AOÛT 2025

---

Marché établi en application du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

### Marché 2025R08

Prestation sur site de vérification COFRAC et non COFRAC et de maintenance préventive des IVAP (Instruments Volumétrique à Piston) pour la plateforme de séquençage haut débit LIGAN de l'UMR 1283/8199 de l'Université de Lille

**DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES OFFRES :**

**Le 25 septembre 2025 à 12h00, délai de rigueur**

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2018, les offres doivent obligatoirement être remises de manière dématérialisée sur le profil acheteur de l'Université :

[www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

*Date limite de réception des questions : 18/09/2025 à 12h00*

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 – DEFINITION DU BESOIN</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 – FORME DU MARCHÉ</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 5 – DUREE DU MARCHÉ</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 6 – CONDITIONS D'EXECUTION</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 7 – COMMANDE</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 8 – OPERATIONS DE VERIFICATION</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 9 – PENALITES</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 10 - PRIX</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 11 – MODE DE REGLEMENT/PAIEMENT</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 12 – CHANGEMENTS AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 13 - DISCRETION ET CONFIDENTIALITE</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 14 – ASSURANCE</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 15 – MODIFICATION DU MARCHÉ</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 16 - RÉSILIATION</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 17 – DROIT ET LITIGES</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 18 – DEROGATIONS AU CCAG/FCS</b>	<b>10</b>

## ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché porte sur la prestation sur site de vérification COFRAC et non COFRAC et de maintenance préventive des IVAP (Instruments Volumétrique à Piston) pour la plateforme de séquençage haut débit LIGAN de l'UMR 1283/8199 de l'Université de Lille

## ARTICLE 2 – DEFINITION DU BESOIN

Les caractéristiques techniques sont définies dans **l'annexe au Cahier des Clauses Particulières**.

Les matériels doivent être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

## ARTICLE 3 – FORME DU MARCHÉ

### 3.1 - Définition de la procédure

Pour la prestation de vérification et maintenance préventive des IVAP, le présent marché est passé sous la forme d'une procédure adaptée selon les dispositions des articles R. 2123-1 et R. 2123-5 à R. 2123-6 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Pour la maintenance curative suite à la prestation de vérification et maintenance préventive des IVAP, le présent marché est passé sous la forme d'un accord cadre mono-attributaire tel que défini aux articles R2162-1 à R2162-6 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Au sens des articles R2162-13 et R2162-14 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, le présent accord cadre sera passé par l'émission de bons de commande.

Si nécessaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à l'article R. 2122-1 à R.2122-11 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

### 3.2 - Forme

Le marché est composé d'un lot unique. L'ensemble du parc doit être contrôlé et maintenu par la même société, afin de garantir la qualité et le respect des normes obligatoires.

### 3.3 - Variantes à l'initiative du candidat

Les variantes ne sont pas autorisées.

### 3.4 - Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE)

Le marché ne comprend pas de Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE).

## ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'ATTR1 et son annexe dont les exemplaires originaux signés sont conservés dans les archives de l'administration font seule foi,
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et son annexe dont les exemplaires originaux signés sont conservés dans les archives de l'administration font seule foi,
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au Journal Officiel du 1<sup>er</sup> avril 2021.

**Le candidat accepte sans réserve les clauses du présent CCP.**

**Marché 2025R08 - Prestation sur site de vérification COFRAC et non COFRAC  
et de maintenance préventive des IVAP (Instruments Volumétrique à Piston)  
pour la plateforme de séquençage haut débit LIGAN de l'UMR 1283/8199 de l'Université de Lille**

Toute clause portée dans l'offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Son offre est rédigée en français (loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et décret n° 95-240 du 3 mars 1995 pris pour son application). Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français de même que les emballages et les inscriptions sur les matériels livrés au titre du marché.

## **ARTICLE 5 – DUREE DU MARCHE**

Dans le cadre de la maintenance préventive et curative, le marché est conclu pour une durée d'un an à compter de la notification.

Ce marché est renouvelable (3) trois fois (1) un an de manière tacite. En cas de non-reconduction du titulaire, celui-ci sera informé par courrier adressé via le profil acheteur de la plateforme PLACE ([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)) au moins trois (3) mois avant l'échéance de reconduction.

Sa durée totale ne pourra excéder (4) quatre ans.

## **ARTICLE 6 – CONDITIONS D'EXECUTION**

### **6.1. – Lieu d'exécution des prestations**

**Université de Lille  
Campus UFR3S  
Faculté de Médecine – Pôle Recherche  
Laboratoire EGID – PRECIDIAB – UMR 1283/8199  
1 place de Verdun  
59045 LILLE CEDEX**

Par dérogation à l'article 20 du CCAG/FCS, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination incombent au titulaire.

### **6.2 – Visites, délai d'exécution des prestations et de transmission du rapport détaillé**

Dans le cadre de la maintenance préventive, le titulaire assurera 2 visites par an, en fonction de la répartition par lot du parc complet à maintenir :

- De mars à mai : 1<sup>er</sup> lot
- D'octobre à décembre : 2<sup>ème</sup> lot

Le titulaire transmettra dans son offre un planning prévisionnel détaillé pour chaque période identifiée. Avant toute intervention de maintenance préventive ou de métrologie, le titulaire validera avec les responsables métrologie de la plateforme le planning précis d'intervention.

L'université s'engage à transmettre au moins 15 jours ouvrés avant le jour du contrôle un bon de commande pour validation du planning. Sauf retour du titulaire pour réception du bon de commande, le planning fixé est réputé validé.

Le titulaire indiquera dans l'annexe à l'ATTRI1 le délai de transmission du rapport détaillé sur lequel il s'engage à compter de la vérification des matériels identifiés.

Dans le cadre de la maintenance curative, le candidat précisera dans l'annexe à l'ATTRI1, le délai d'intervention sur lequel il s'engage à compter de la réception du bon de commande.

### 6.3 – Plan de prévention et/ou protocole de sécurité

Il sera établi conjointement par le titulaire et l'Université de Lille, un plan de prévention conforme aux dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 et un protocole de sécurité pour toute opération de chargement et déchargement à partir d'engin de transport routier (arrêté du 26 avril 1996). Ce plan de prévention et ce protocole de sécurité seront considérés comme annexes au présent accord-cadre.

Le titulaire a la responsabilité de faire appliquer ce plan de prévention et ce protocole de sécurité à toutes les personnes mandatées par son entreprise dans les locaux concernés.

En cas de non-respect du plan de prévention et/ ou du protocole de sécurité, l'Université de Lille se réserve le droit de résilier le présent accord-cadre et d'interdire définitivement l'accès aux locaux, par lettre recommandée avec accusé de réception avec prise d'effet immédiate, à la réception de celle-ci, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Le titulaire doit signaler par écrit au Conseiller en prévention de l'Université de Lille toute réserve ou incapacité sur la mise en œuvre des clauses du plan de prévention ou du protocole de sécurité.

En cas de pénétration dans un local sans autorisation préalable, l'Université de Lille se réserve le droit de résilier l'accord-cadre au tort du titulaire avec remboursement des sommes perçues et sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité. Le non-respect de cette clause par le titulaire ou le personnel employé par le titulaire entraînerait immédiatement l'interdiction d'accès à l'Université de Lille.

En cas de non-respect des clauses énoncées, des normes de sécurité ou des instructions de l'Université de Lille, tous les dommages causés aux bâtiments, installations, équipements ainsi qu'à la santé et la sécurité des personnels seront exclusivement à la charge du titulaire.

Par ailleurs, le titulaire doit respecter les réglementations et normes de sécurité applicables aux locaux (Immeubles de Grande Hauteur, Etablissements Recevant du Public, Etablissement soumis au code du travail).

Le délai de remise du plan de prévention est fixé à un (1) mois à partir de la demande faite par courriel au Titulaire de l'accord-cadre.

**Le défaut de remise du Plan de prévention fait l'objet d'une pénalité automatique de 50 € HT, sans mise en demeure.**

### 6.4 - Obligations du titulaire

Durant sa présence dans les bâtiments, chaque personnel devra porter en permanence et de manière visible un badge nominatif comportant son nom, son prénom et l'identification de la société du titulaire.

### 6.5 - Rôle de l'Université de Lille

L'Université de Lille assure au titulaire de l'accord-cadre l'accès aux équipements à vérifier. La fourniture d'énergie électrique nécessaire à l'exécution proprement dite des prestations est gratuite.

### 6.6 – Modalités d'exécution

#### 6.6.1 – Prestations attendues

L'ensemble des prestations devra être réalisé dans le respect de l'annexe au CCP, fixant les obligations et les modalités de la réalisation des contrôles sur les pipettes.

#### 6.6.2 – Informations du Responsable à l'arrivée du personnel

Le personnel d'intervention se présente dans chaque structure avant chaque visite aux référents métrologie et à la cellule qualité de la plateforme de l'Université de Lille.

#### 6.6.3 – Rapport de contrôle

Les rapports doivent être remis obligatoirement au référent technique de l'Université de Lille ou aux personnes désignées par ces derniers en format dématérialisé.

### **ARTICLE 7 – COMMANDE**

#### 7.1 - Bon de commande

Pour la maintenance curative suite à la prestation de vérification et maintenance préventive des IVAP, le marché s'exécute au moyen de bons de commande établis et signés par une personne habilitée de l'Université de Lille.

Un bon de commande sera envoyé au titulaire pour la confirmation du planning de maintenance.

Le titulaire s'engage à n'accepter aucune commande téléphonique.

Pour une intervention curative, l'Université de Lille demandera un devis au titulaire qui sera validé par l'émission d'un bon de commande si retenu.

La transmission du bon de commande peut se faire par tous moyens.

Des bons de commande supplémentaires pourront être établis en cas d'urgence et fonction de besoins supplémentaires qui n'auraient pas été estimés.

Les bons de commande indiquent :

- la référence du présent marché : marché n°**2025R08**,
- le numéro et la date de la commande,
- l'identification du titulaire du marché,
- la désignation de la prestation demandée,
- l'adresse du laboratoire avec l'intitulé et les coordonnées précis du service destinataire de la commande,
- le montant hors TVA, le taux et le montant de la TVA et le prix TTC.

Le prestataire prendra contact avec l'émetteur du bon de commande pour résoudre les problèmes relatifs à la disposition, disponibilité et accessibilité des locaux liés à des conditions particulières d'exécution des prestations.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à la date d'expiration de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution ne saurait excéder un mois après cette date.

#### 7.2 - Fréquence des commandes

Pour la maintenance curative suite à la prestation de vérification et maintenance préventive des IVAP, le rythme des commandes est fonction des besoins de l'Université de Lille pour un montant maximum de 50 000 € HT sur toute la durée du marché.

### **ARTICLE 8 – OPERATIONS DE VERIFICATION**

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées conformément aux articles 27 à 30 du CCAG / FCS.

Par dérogation aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS, les opérations de vérification ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont effectuées par l'émetteur du bon de commande ou son représentant en lieu et place du Pouvoir Adjudicateur.

L'admission du rapport détaillé est définitive si aucune réserve n'a été formulée dans un délai de 5 jours ouvrés suivant la réception.

L'admission, lorsqu'elle est prononcée, permet le paiement des sommes dues.

## **ARTICLE 9 – PENALITES**

Par dérogation de l'article 14.1.2 du CCAG/FCS, les pénalités pour non-respect des délais peuvent être cumulées dans la limite de 40% du montant total du marché.

### **9.1. - En ce qui concerne le délai d'intervention dans le cadre de la maintenance curative suite à la prestation de vérification et maintenance préventive des IVAP**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, dans le cadre de la maintenance curative, si le délai d'intervention indiqué à l'article 6.2 du présent C.C.P. est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités. Le taux journalier des pénalités est fixé à **CENT EUROS (100 €), hors T.V.A.** Les pénalités prévues ci-dessus seront retenues par précompte sur les sommes dues au titulaire.

### **9.2. - En ce qui concerne le délai de transmission du rapport**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, si le délai de transmission du rapport indiqué à l'article 6.2 du présent C.C.P. est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités. Le taux journalier des pénalités est fixé à **CENT EUROS (100 €), hors T.V.A.** Les pénalités prévues ci-dessus seront retenues par précompte sur les sommes dues au titulaire.

## **ARTICLE 10 - PRIX**

Le marché est traité à prix forfaitaires.

Les prix sont révisables chaque année à date d'anniversaire.

L'Université de Lille se réserve le droit de ne pas reconduire le présent marché si l'augmentation des prix sur l'année est supérieure à 3% du prix retenu lors de la notification.

**Toutefois au regard du contexte actuel si une augmentation s'avère inévitable, celle-ci devra être motivée et le titulaire devra produire les justificatifs nécessaires. Elle sera fixée d'un commun accord et le Pouvoir Adjudicateur fera alors part de sa décision au titulaire.**

Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales frappant obligatoirement la prestation ainsi que la main d'œuvre, le déplacement et le rapport.

Conformément à l'article 10 du CCAG / FCS, le prix de règlement objet du marché est établi à partir des propositions hors taxes (HT) en euros du titulaire. A ces prix s'appliquera la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au taux en vigueur au jour de la prestation.

## ARTICLE 11 – MODE DE REGLEMENT/PAIEMENT

### **11.1 – Le règlement est effectué sur présentation d'une facture correspondant à l'exécution des prestations.**

Pour la prestation de vérification et maintenance préventive des IVAP, le règlement est effectué sur présentation d'une facture correspondant au montant spécifié dans la notification du présent marché.

Pour la maintenance curative suite à la prestation de vérification et maintenance préventive des IVAP, le règlement est effectué sur présentation d'une facture correspondant au montant spécifié dans le bon de commande correspondant aux devis validés par le responsable métrologie de la plateforme.

La facture, libellée "Université de Lille", doit être adressée impérativement via le portail CHORUS PRO (SIRET : 130 029 754 00012 et TVA intracommunautaire : FR88 130 029 754, pas de code service).

Pour tout renseignement complémentaire sur la facturation, vous pouvez utiliser l'adresse mail générique : [facturier-ulille@univ-lille.fr](mailto:facturier-ulille@univ-lille.fr)

La facture doit **impérativement** comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- le n° de bon de commande (commençant par 45...)
- le numéro de marché « 2025R08 »,
- la date de facturation
- les nom, adresse et raison sociale du titulaire,
- les noms et adresse du destinataire,
- la date de livraison,
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire, tel qu'il est précisé sur l'ATTRI1,
- la désignation en clair des matériels concernés et les quantités livrées,
- le prix hors taxes (HT),
- le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
- le prix toutes taxes comprises (TTC)

**Sans l'intégralité des informations mentionnées ci-dessus, l'Agence comptable sera dans l'obligation de retourner les factures.**

**11.2 - Les sommes dues**, autres que celles visées à l'article 9 sont payées dans un **délai maximum de 30 jours** à compter de la réception de la facture par le service facturier après admission des matériels.

Le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. De plus, conformément à la loi du 28/01/2013, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'ajoute automatiquement, en cas de retard de paiement, aux intérêts moratoires dus au créancier.

**11.3 - Le règlement est effectué par virement administratif** au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB ou de son RIP original joint à l'acte d'engagement.



**11.4 - L'ordonnateur de la dépense** est Monsieur le Président de l'Université de Lille.

**11.5 - Le comptable assignataire de la dépense** est Madame l'Agent Comptable de l'Université de Lille, Rue du Barreau, BP 60149, 59653 VILLENEUVE D'ASCQ Cedex.

**11.6 – Nantissement**

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-63 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

Le pouvoir adjudicateur délivre, sans frais, au titulaire qui en fait la demande, une copie de l'original du marché revêtue de la mention que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

La personne habilitée à fournir des renseignements est Madame l'Agent Comptable de l'Université de Lille (Rue du Barreau, BP 60149, 59653 VILLENEUVE D'ASCQ Cedex).

**11.7 – Cautionnement**

Le titulaire du marché est dispensé de constituer un cautionnement. Le recouvrement des sommes dont il serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

**ARTICLE 12 – CHANGEMENTS AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE**

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit à l'Université de Lille tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris **les changements d'intitulé du compte** sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que l'Université de Lille ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'ATTRI 1, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont l'Université de Lille n'aurait pas eu connaissance.

**ARTICLE 13 - DISCRETION ET CONFIDENTIALITE**

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de l'Université de Lille, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

**ARTICLE 14 – ASSURANCE**

Le prestataire a obligation de souscrire auprès d'une compagnie notoirement solvable, une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile et professionnelle et couvrant pour tous les risques d'accidents dommages causés à toutes personnes et dont il serait tenu responsable conformément aux dispositions du CCAG applicables aux fournitures courantes et services.

## **ARTICLE 15 – MODIFICATION DU MARCHÉ**

Pour l'ensemble des cas cités aux articles R.2194-1 à R.2194-10 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, toute modification du marché en cours d'exécution sera constatée par un avenant.

L'avenant ne peut avoir pour conséquence de modifier l'objet du marché ou de bouleverser son économie.

## **ARTICLE 16 - RÉSILIATION**

### **16.1 Résiliation aux torts du titulaire**

En application des articles R.2142-1 à R.2142-27 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents ou de refus de produire les pièces prévues aux articles L. 8222-1, D. 8222-5 ou D.8222-7 du code du travail, le marché est résilié sans indemnités aux torts du titulaire.

Par ailleurs, la décision de résilier le marché peut être prise par le Président de l'Université de Lille lorsque le titulaire n'a pas déféré à sa mise en demeure dans un délai de huit jours, suite à une défaillance dans la réalisation des prestations demandées ou s'il contrevenait aux obligations imposées par le présent marché. Il n'est alors pas payé d'indemnité.

### **16.2 Résiliation unilatérale du fait de l'Université de Lille**

Le Président de l'Université de Lille se réserve le droit de prononcer l'arrêt d'exécution des prestations par lettre recommandée avec avis de réception postal.

Les prestations sont alors payées au prorata des prestations validées de façon contradictoire.

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations en cours de réalisation jusqu'à la date de résiliation.

## **ARTICLE 17 – DROIT ET LITIGES**

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français : le Tribunal Administratif de Lille est seul compétent.

## **ARTICLE 18 – DEROGATIONS AU CCAG/FCS**

Il est dérogé aux articles 14, 20 et 27 à 30 du CCAG/FCS par les articles 6, 8 et 9 du présent CCP (cf. tableau récapitulatif ci-dessous).

Articles du CCP	Dérogations au CCAG/FCS
article 6	article 20
article 8	articles 27 à 30
article 9	article 14

Fait en un exemplaire original unique

A ..... le.....  
Le représentant désigné de la société  
(prénom, nom + signature + cachet commercial)

A Lille, le .....  
Le pouvoir adjudicateur,